

VILLE DE BRUXELLESSTAD BRUSSELDEPARTEMENT ECONOMIEDEPARTEMENT ECONOMIEAffichage et PublicitéAanplakking en Publiciteit

Bd Anspach, 15 b  
1000 Bruxelles.

Tél. : 218.56.69  
Fax : 218.05.88  
Crédit communal  
N° 091-0098586-63

**MINUTE**

Anspachlaan, 15 b  
1000 Brussel.

Tel. : 218.56.69  
Fax : 218.05.88  
Gemeentekrediet  
Nr 091-0098586-63

BERAADSLAGING VAN DE GEMEENTERAAD VAN DE STAD BRUSSEL  
GENOMEN IN OPENBARE ZITTING VAN 4 JULI 1994  
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAL DE LA VILLE DE BRUXELLES  
PRISE EN SEANCE PUBLIQUE DU 4 JUILLET 1994

Présents - Zijn aanwezig : M. de h. THIELEMANS, Bourgmestre-Président; Burgemeester-Voorzitter; MM. de hh. LEFERE, LEROY, LEVACQ, DE HERTOOG, LEBEGGE, ANCIAUX, Mme Mevr. VYGHEN, MM. de hh. SAELEMAEKERS, CEUX, Echevins; Schepenen; MM. de hh. VANDEN BOEYNANTS, VAN HALTEREN, KLEIN, Mmes Mevrn SERVAES-SIMOENS, LAMBOT-DURAND, MM. de hh. MICHEL, DEMARET, Mmes Mevrn BARO, VAN BAERLEM, LEMESRE, MM. de hh. COENEN, DEMAREZ, HATRY, NIHOUL, Mme Mevr. MOHIN, MM. de hh. MERGAM, NAPLES, Mme Mevr. GOUBERT-DESCHOUWER, M. de h. DOLLINGER, Mme Mevr. FOCQUET, M. de h. DESCHOENMAEKER, Mme Mevr. VANDEWALLE, MM. de hh. JANSSENS, GRIMALDI, FONTAINE, GOBERT, BRYNAERT, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. de h. MAES, Secrétaire adjoint de la Ville; Adjunkt-Stadssecretaris.

OBJET - Economie - Affichage et Publicité. Règlement communal d'urbanisme sur les dispositifs de publicité - Nouveau texte - Adoption définitive.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la Nouvelle Loi Communale et plus particulièrement ses articles 117, 119 et 135;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'Urbanisme en ses articles 25, 2ème alinéa, 34, 38, 64, 2ème et 4ème alinéas, 65, § 1er, 2ème alinéa, § § 3 et 4, 66, 3ème et 4ème alinéas, 68, 3ème alinéa, 70 et 70bis;

Vu l'ordonnance du 29 août 1991, organique de la planification et de l'urbanisme, et notamment ses articles 84, 88, 164 et 167;

Vu l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier;

Vu le règlement régional d'urbanisme et notamment son article 2, 2° e;

Considérant qu'il existe des motifs impérieux de veiller à la visibilité et à la beauté de la voirie, des espaces verts et publics, de leurs accès et abords;

Considérant qu'il y a lieu de protéger et de mettre en valeur le patrimoine architectural et urbanistique;

Vu sa délibération du 2 mai 1994, adoptant provisoirement le règlement visant les dispositifs de publicité;

Vu l'enquête publique qui a eu lieu du 4 mai 1994 au 2 juin 1994;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique, dressé en date du 3 juin 1994 et approuvé par le Collège en séance du 17 juin 1994;

Attendu que, lors de l'enquête publique, une réclamation a été formulée émanant de LALLEMAND & PARDES, avenue des Klauwaerts, 38 à 1050 Bruxelles;

Attendu que, par lettre, les personnes suivantes ont demandé à être entendues par la Commission de Concertation:

- Société Nationale des Chemins de Fer belges;
- M. DEBONGNIE, membre du comité d'information et d'action pour l'aménagement de Neder-Over-Heembeek;
- M. Albert JAMAR, Administrateur-Directeur de PUBLIFER;
- M. le Baron Pierre SNOY, membre du comité de quartier VICTORIA ROOSEVELT;
- l'A.S.B.L. l'Association d'Entreprises d'Affichage;

Vu le procès-verbal de la réunion de la Commission de concertation du 7 juin 1994 et son avis majoritairement favorable:

**ARRETE DEFINITIVEMENT PAR DIX-HUIT VOIX, IL Y A QUINZE ABSTENTIONS:**

## CHAPITRE I. DISPOSITIONS GENERALES

### Article premier.

1° Le présent règlement s'applique au placement et au maintien de dispositifs de publicité sur le territoire de la Ville de Bruxelles; sans préjudice des autres dispositions légales ou réglementaires relatives à l'établissement ou l'exploitation des dispositifs de publicité et notamment, les autorisations de voirie ou de police relatives aux dispositifs de publicité placés sur la voie publique ou en saillie sur celle-ci ou sur des propriétés privées, susceptibles par leur chute ou leur emplacement devant des ouvertures, de porter atteinte à la sûreté en général ou de constituer un danger ou une gêne pour la sûreté ou la commodité du passage.

2° Toutefois, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 135, § 2 de la nouvelle loi communale et à l'article 2.7 du Règlement général de Police, ne tombent pas sous l'application du présent règlement:

a. le placement et le maintien de panneaux de chantier;

b. le placement et le maintien de panneaux immobiliers sur un immeuble, bâti ou non, pour autant que:

1) pour un immeuble bâti: le dispositif soit parallèle à la façade et que sa superficie n'excède pas 1,5 m<sup>2</sup> et que la superficie totale de l'ensemble des différents dispositifs n'excède pas 4 m<sup>2</sup>, ni 10% de la surface totale de la façade;

2) l'ensemble de ces dispositifs n'excède pas une superficie de 3 m<sup>2</sup> et une hauteur de 3 mètres lorsqu'ils sont situés sur un montage isolé de l'immeuble bâti ou sur un immeuble non bâti et que ce montage soit du même gabarit que le dispositif;

3) il n'y ait pas cumul des dispositifs autorisés respectivement en 2° b. 1) et 2);

c. le placement et le maintien de dispositifs de publicité aux rez-de-chaussée commerciaux pour autant que :

1) le procédé visé ne comporte pas de système d'éclairage;

2) la surface totale de ces dispositifs de publicité soit limitée à 1/5ème de la surface vitrée avec un maximum de cinquante dm<sup>2</sup> par dispositif;

d. le placement et le maintien d'enseignes, de calicots, de chevalets, de stands publicitaires.

## Article 2.

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- 1° Enseigne: l'inscription, même sur papier, apposée dans un lieu donné pour faire connaître au public le commerce, l'industrie qui s'exploite au dit lieu, la profession qui s'y exerce et généralement les opérations qui s'y effectuent.
- 2° Dispositif: dispositif de publicité qui, à l'exception de l'enseigne, est établi dans le but de recevoir de la publicité, soit une inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention.
- 3° Publicité lumineuse : dispositif dont le message publicitaire est constitué d'éléments lumineux.
- 4° Publicité éclairée : dispositif dont le message publicitaire reçoit un éclairage qu'il ne produit pas lui-même.
- 5° Mobilier urbain : équipement fixe installé sur la voie publique et dont la fonction première est d'assurer un service à la population.
- 6° Affichage non commercial: apposition d'affiches non commerciales sur des panneaux réservés à cet effet.
- 7° Chantier: emplacement où se déroulent, de façon continue, et sans interruption de plus de trois mois, les travaux d'aménagement, de construction, démolition ou rénovation, où sont installés les matériaux, outils et engins y nécessaires; y est assimilé le terrain occupé par un immeuble reconnu sinistré.
- 8° Clôture de chantier : clôture formant enclos autour du chantier.
- 9° Palissade : clôture d'un terrain vague, d'un terrain à bâtir, d'un bâtiment frappé d'un arrêt d'inhabitabilité, réalisée en matériaux légers.
- 10° Façade : partie verticale d'un bâtiment et comportant au moins une baie, à l'exclusion des pignons.
- 11° Pignon : mur latéral d'un bâtiment ou d'une construction, jusqu'au toit ou jusqu'à la terrasse qui en tient lieu, ne comprenant ni saillie, ni corniche, ni avant-toit ou tablette de couverture ni plus de deux ouvertures (porte, fenêtre, lucarne ou autres) d'une superficie globale supérieure à trois mètres carrés.
- 12° Pignon provisoire : pignon contigu à un terrain à bâtir.
- 13° Ligne des combles : ligne fictive partant de la corniche de la façade avant vers celle de la façade arrière d'un immeuble.
- 14° Terrain vague : terrain vide de culture, de construction ou d'aménagement.
- 15° Panneau de promotion immobilière: panneau décrivant un immeuble à construire ou dont la construction est commencée; il peut comprendre un dessin de l'immeuble terminé, le nombre de niveaux, l'affectation des plateaux, le nom et l'adresse du promoteur.
- 16° Panneau de chantier : panneau général érigé sur un immeuble, en cours de construction ou de rénovation qui donne des informations relatives :
  - au maître de l'ouvrage;
  - à l'architecte;
  - et à l'ensemble des divers corps de métier ou sous-traitants employés à cette construction.
- 17° Panneau immobilier : dispositif à caractère momentané qui est destiné à annoncer la vente ou la location du bien immobilier sur lequel il se trouve.
- 18° Calicot : bande en matière souple portant un message publicitaire, sous forme d'inscription ou de dessin, placé sur ou en travers de la voie publique.

- 19° Chevalet : dispositif destiné à supporter une annonce publicitaire de moins d'un mètre carré et dont la surface occupée au sol est inférieure à 0,60 mètre carré. La superficie de la publicité peut être doublée sur un dispositif présentant une double face, éventuellement en épi. Les inscriptions ou dessins qui figurent sur le chevalet doivent se rapporter exclusivement au commerce local. Il ne peut être placé, que pendant l'ouverture du commerce, et ne peut être maintenu sur la voie publique que durant les heures de cette activité.
- 20° Stand publicitaire : tout dispositif temporaire (un mois maximum) destiné à supporter un montage publicitaire placé sur la voie publique à l'endroit désigné par la Ville, sans implantation dans le sol.
- 21° Ouvrage d'art : toute construction nécessaire à l'établissement d'une voie de communication (pont, viaduc, mur de soutènement, ...).

### Article 3.

Le territoire communal se divise en trois zones, dénommées respectivement Zone Zéro, Zone A et Zone B.

- 1° La Zone Zéro comprend les artères et sites dont la liste limitative est énoncée ci-après. Tous les dispositifs régis par le présent règlement y sont interdits :
- a) l'îlot Sacré, délimité au Nord par les rues de l'Ecuyer et d'Arenberg, à l'Ouest par les rues des Fripiers, du Tabora et du Midi, au Sud par la rue du Lombard, la place St-Jean et la rue St-Jean, à l'Est par la place de l'Albertine et le boulevard de l'Impératrice ;
  - b) l'ensemble formé par la rue Royale, la place du Congrès, le Parlement et la zone neutre telle que définie par la loi du 2 mars 1954, le Parc de Bruxelles, le square Baron Horta, la Place des Palais, la Place Royale, la Place et la rue du Musée, la rue de la Régence, le Grand Sablon, le Petit Sablon et la Place Poelaert ;
  - c) les monuments, ensembles et sites classés en application de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ;
  - d) la rue aux Laines et la rue des Grands Carmes ;
  - e) le quadrilatère délimité par les croisements entre les rues du Lombard, de l'Etuve, du Chêne et la Place Vieille Halle aux blés ;
  - f) les rues du quartier dit Bon Secours délimité par la Place Fontainas, le Bld. Anspach, le Plattestein, la rue de la Chaufferette, la rue du Marché aux Charbon ;
  - g) la Place de la Liberté ;
  - h) la Place des Barricades ;
  - i) la Place des Martyrs ;
  - j) la Place de la Monnaie ;
  - k) la Cathédrale Saint-Michel et son parvis jusqu'aux limites extérieures des artères les bordant ;
  - l) le Mont des Arts ;
  - m) le lieu dit square Ravenstein ;
  - n) la Place de la Chapelle ;
  - o) la Place du Béguinage et la rue du Grand Hospice ;
  - p) la Place du Jeu de Balle ;
  - q) la Place Sainte-Catherine ;
  - r) le square devant l'entrée du Stade du Heysel ;
  - s) les espaces verts définis dans les plans d'urbanisme régionaux et communaux, jusqu'aux limites extérieures des artères et places publiques les bordant ;
  - t) le Parc Maximilien délimité par le quai de Willebroeck, la place des Armateurs, l'Allée Verte, l'avenue de l'Héliport, la chaussée d'Anvers, le boulevard Simon Bolivar et le boulevard Baudouin ;
  - u) les zones de cimetières jusqu'aux limites extérieures des artères et places publiques les bordant ;
  - v) les ouvrages d'art liés aux chemins de fer et au canal.
- 2° La Zone A comprend les lieux suivants lorsqu'ils n'ont pas été définis comme Zone Zéro :
- a) le Pentagone délimité par les contours extérieurs de la Porte de Hal, le boulevard de Waterloo, l'avenue de la Toison d'Or, l'avenue des Arts, les boulevards du Régent, Bisschoffsheim, du Jardin Botanique, d'Anvers, du 9ème de Ligne, de Nieuport, Barthélémy, de l'Abattoir, Poincaré et du Midi ;

- b) les monuments, ensembles et sites inscrits sur la liste de sauvegarde en application de l'Ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier ;
  - c) les périmètres d'intérêt culturel, historique, esthétique et d'embellissement tels que définis dans les Plans régionaux ;
  - d) les lieux de culte jusqu'aux limites extérieures des espaces publics les bordant ;
  - e) les extrémités et l'axe des bermes centrales arborées ou engazonnées ;
  - f) la Place Bockstael ;
  - g) l'Eglise Sainte-Elisabeth et son parvis jusqu'aux limites extérieures des artères les bordant ;
  - h) la Place Peter Benoît ;
  - i) le square Gutenberg ;
  - j) la rue du Craetveld ;
  - k) le Rond-Point Bockstael/Demeer ;
  - l) le Rond-Point Pagodes/Araucaria ;
  - m) le Rond-Point Pagodes/Bologne ;
  - n) le Rond-Point Araucaria/Wannekouter ;
  - o) le Val Maria ;
  - p) la Cité Modèle ;
- 3° la Zone B comprend :  
le reste du territoire communal.

## CHAPITRE II : CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES DISPOSITIFS DE PUBLICITE

### Article 4 - Conditions générales applicables aux dispositifs servant de support aux affiches ou aux messages publicitaires.

Sauf dérogation prévue au présent règlement, les dispositifs répondent aux conditions suivantes :

- 1° ils sont réalisés au moyen de panneaux ou de plaques, encadrés par une moulure ;
- 2° les dispositifs se situent à une distance minimum de 0,50 m les uns des autres et des constructions adjacentes ;
- 3° les parties laissées libres entre les murs et murs de clôture et les dispositifs visés aux articles 5,3° et 12,2° sont aménagés esthétiquement.

### Article 5 - Clôtures de chantier.

Le placement et le maintien de dispositifs sur les clôtures de chantier répondent aux conditions suivantes :

- 1° ils se font dans le respect de l'alignement de la clôture ;
- 2° le bord inférieur des panneaux et plaques qui servent de dispositif se trouve en son point médian à 1,5 m maximum au-dessus du sol, et le bord supérieur à une hauteur maximale de 5,5 m, à l'exception des panneaux clôturant le lest des grues.
- 3° un espace destiné à l'affichage non commercial d'une surface équivalente à la longueur du dispositif considéré, transposée en m<sup>2</sup>, est aménagé.

### Article 6 - Palissades et murs de clôture.

- 1° En Zone A, le placement et le maintien de dispositifs se font sur les palissades et murs de clôture aux conditions de l'article 5, pour autant que les panneaux ou dispositifs qui servent de support n'occupent pas plus de 80 % de la palissade ou du mur de clôture lorsque celui-ci a une longueur de 0 à 10 m, de 70 % de 0 à 20 m, de 60 % de 0 à 30 m, de 50 % au delà de 30 m avec un maximum absolu de 30 m courants de dispositifs de publicité. Aux marges les dispositions les plus favorables peuvent être appliquées. Aucun panneau considéré individuellement n'a une superficie de plus de 10 m<sup>2</sup> ;
- 2° En zone B, le placement et le maintien de dispositifs répondent aux conditions de l'article 5,2° et 5,3°.  
Aucun panneau considéré individuellement n'a une superficie supérieure à 40 m<sup>2</sup>.

**Article 7. - Façades des bâtiments.**

Le placement et le maintien de dispositifs sont interdits sur la façade des bâtiments, sauf ceux destinés à annoncer la vente ou la location d'un immeuble dans les limites prescrites à l'article 1, 2 b, et ceux se rapportant à une manifestation culturelle, sportive, humanitaire se déroulant dans les locaux-mêmes, un mois avant cette manifestation et pendant toute la durée de celle-ci.

**Article 8. - Pignons.**

1° En zone A, le placement et le maintien de dispositifs sur des pignons provisoires ainsi que sur les murs les prolongeant répondent aux conditions suivantes :

- a) ils n'occupent pas plus de 60 % de la surface du pignon situé en dessous de la ligne des combles ni 20 m<sup>2</sup> ; aucun dispositif considéré individuellement n'a une superficie de plus de 10 m<sup>2</sup> ;
- b) ils restent à une distance minimum de 0,50 m des bords du pignon et des ouvertures dans celui-ci ;
- c) ils se situent dans un plan parallèle au pignon.

2° En zone B, le placement et le maintien de dispositifs sur tous pignons, y compris définitifs, répondent aux conditions b) et c) de la zone A. Leur superficie ne pourra dépasser 80 m<sup>2</sup> par pignon, ni 60 % de la superficie de celui-ci, considérée en dessous de la ligne des combles.

**Article 9. - Toits des bâtiments.**

L'installation de dispositifs sur les toits des bâtiments ou les terrasses qui en tiennent lieu est interdite. Les dérogations visées à l'article 13 ne peuvent porter que sur le placement de publicités lumineuses ou de publicités éclairées.

**Article 10. - Dispositifs en voie publique.**

Les dispositifs en voie publique répondent aux conditions suivantes :

- 1° la superficie d'un dispositif ne dépasse pas 2 m<sup>2</sup>
- 2° leur mode de fixation et leurs emplacements sont agréés par le Collège conformément à l'article 1.1.
- 3° leur présence sur la voie publique ne dépasse pas, par site concerné, 150 jours par an, ni 15 jours consécutifs, à l'exception des campagnes d'intérêt public.

**Article 11. - Mobilier urbain.**

Le placement et le maintien de mobilier urbain font l'objet d'un contrat qui détermine notamment la fonction de service à la population.

**Article 12. - Dispositifs sur terrain privé.**

1° En zone A, les dispositifs sont interdits, sauf ceux destinés à annoncer la vente ou la location d'un immeuble dans les limites prescrites à l'article 1.2 b.

2° En zone B, ils répondent à la condition suivante :

- les hauteurs maximales du bord inférieur des panneaux en leur point médian sont fixées à trois mètres.

Article 13.

Les prescriptions des articles 5, 6, 8, 9, 10, et 12 peuvent faire l'objet de demandes de dérogation dûment motivées pour autant qu'elles portent sur des implantations hors zone 0. Ces demandes sont soumises aux conditions particulières de publicité.

CHAPITRE III. ENTRETIEN ET SECURITEArticle 14.

Les dispositifs de publicité doivent être entretenus soigneusement afin d'en assurer la propreté, de garantir la sécurité. Le site environnant doit être maintenu dans un état de propreté impeccable.

Les parties de clôtures, de palissades, de murs ou pignons non affectées à la publicité doivent également être entretenues soigneusement.

Les palissades, les dispositifs et contreventements doivent être réalisés de façon à satisfaire aux normes de l'Institut Belge de Normalisation, relatives aux constructions soumises à l'action du vent.

Article 15.

L'éclairage publicitaire doit répondre aux conditions imposées par la réglementation en matière de distribution de l'énergie électrique, tant en ce qui concerne le mode d'alimentation qu'en matière de réalisation des installations électriques. Aucun procédé ou produit phosphorescent ou autre ne peut renforcer l'intensité des couleurs employées.

Article 16.

L'entreprise de publicité, bénéficiaire d'un permis, doit faire figurer lisiblement sur le dispositif publicitaire son nom ainsi que le numéro du permis accordé et la date d'expiration de celui-ci.

CHAPITRE IV. DUREE DU PERMIS.Article 17.

Le permis portant sur les dispositifs de publicité placés sur des clôtures entourant un immeuble reconnu sinistré par les pompiers et sur des palissades entourant un immeuble frappé d'un arrêt d'inhabitabilité est limité à un an en Zones A et B sans préjudice des dispositions de l'article 88 de l'Ordonnance organique de la planification et de l'urbanisme.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS TRANSITOIRES.Article 18.

Les dispositifs existants au jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, et non conformes à celui-ci, peuvent être maintenus jusqu'au 31 décembre 1994.

\* \* \*  
\* \*  
\*

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet en meer in het bijzonder artikel 117, 119 en 135;

Gelet op de organieke wet van 29 maart 1962 betreffende de Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, artikel 25 - 2de alinea; 34, 38, 64 - 2de en 4de alinea, 65 § 1 - 2de alinea, § 3 en 4, 66 - 3de en 4de alinea, 68 - 3de alinea, 70 en 70bis;

Gelet op de verordening van 29 augustus 1991, organiek betreffende planning en stedebouw, en meer in het bijzonder de artikels 84, 88, 164, 167;

Gelet op de verordening van 4 maart 1993 betreffende de bewaring van het onroerend erfgoed;

Gelet op het gewestelijk stedebouwkundig reglement en meer in het bijzonder artikel 2, 2<sup>e</sup>;

Overwegende dat er dringende redenen bestaan om te waken over de zichtbaarheid en het fraai uitzicht van de wegen, van de groene en publieke ruimten, hun toegangswegen en hun omgeving;

Overwegende dat het nodig is ons architecturaal en stedebouwkundig erfgoed te beschermen en tot zijn volle recht te laten komen;

Gelet op zijn beslissing van 2 mei 1994, waarbij het gemeentelijk stedebouwkundig reglement betreffende reclame-inrichtingen voorlopig wordt aangenomen;

Gelet op het openbaar onderzoek dat van 4 mei 1994 tot 2 juni 1994 plaats greep;

Gelet op het proces-verbaal, waarbij het openbaar onderzoek wordt afgesloten op 3 juni 1994, en goedgekeurd door het College op 17 juni 1994;

Overwegende dat er tijdens het openbaar onderzoek één bezwaarschrift werd ingediend door LALLEMAND & PARDES, Klauwaertsiaan, 38 te 1050 Brussel;

Overwegende dat, door een schrijven, de volgende personen gevraagd hebben om gehoord te worden door de Overlegcommissie:

- Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;
- De h. DEBONGNIE, lid van het "Comité d'Information et d'Action pour l'aménagement de Neder-Over-Heembeek";
- de h. Albert JAMAR, Directeur-Beheerder van PUBLIFER;
- de h. Baron Pierre SNOY, lid van het wijkcomité VICTORIA ROOSEVELT;
- de VZW "Association d'Entreprises d'Affichage";

Gelet op het proces-verbaal van de Overlegcommissie van 7 juni 1994 en op haar bij meerderheid gunstig advies;

BESLUIT DEFINITIEF MET ACHTTIEN STEMMEN BIJ VIJFTIEN ONTHOUDINGEN:

## HOOFDSTUK 1. ALGEMENE BEPALINGEN

### Artikel één.

1. Dit reglement is van toepassing op de plaatsing en het behoud van reclame-inrichtingen op het grondgebied van de Stad Brussel, onverminderd de andere wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de plaatsing of de uitbating van reclame-inrichtingen, meer bepaald de weg- of politievergunningen betreffende de reclame-inrichtingen op of boven de openbare weg of op privé-eigendommen, waar zij, omdat ze kunnen omvallen of openingen versperren, de veiligheid in het algemeen kunnen bedreigen of de gemakkelijke en veilige doorgang kunnen hinderen of in gevaar brengen.

2. Onverminderd de bepalingen voorzien in het artikel 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet en het artikel 2.7 van het Algemeen Politierglement, vallen niet onder de toepassing van deze richtlijnen:

- a. de plaatsing en het behoud van een werfpaneel.
- b. de plaatsing en het behoud van een vastgoedpaneel op een goed, gebouwd of niet, in zoverre dat

- 1) voor een gebouw : de inrichting evenwijdig staat met de gevel en de oppervlakte niet meer dan 1,5 m<sup>2</sup> bedraagt en de totale oppervlakte van de verschillende inrichtingen 4 m<sup>2</sup>, of 10 % van de totale oppervlakte van de gevel niet overschrijdt;
  - 2) het geheel der inrichtingen niet meer dan een totale oppervlakte van 3 m<sup>2</sup> en een hoogte van 3 m overschrijdt wanneer ze zich bevinden op een stellage afzonderlijk van een gebouw of op een onbebouwd onroerend goed en dat deze stellage dezelfde omvang heeft;
  - 3) dat er geen cumulatie is van de toegestane inrichtingen waarvan sprake onder 2° b 1) en 2).
- c. de plaatsing en het behoud van publicitaire inrichtingen op handelszaken, gelegen op het gelijkvloers, op voorwaarde dat:
- 1) het desbetreffende procédé niet voorzien is van een verlichtingssysteem;
  - 2) de totale oppervlakte van de reclameinrichtingen of publiciteitsopschriften beperkt is tot 1/5de van de beglaasde oppervlakte met een maximum van 50 dm<sup>2</sup> per inrichting.
- d. de plaatsing en het behoud van uithangborden, spandoeken, schragen en publiciteitsstanden.

## Artikel 2.

Voor de toepassing van deze richtlijnen, wordt verstaan onder:

- 1° Uithangbord : het opschrift, zelfs op papier, aangebracht op een bepaalde plaats om het publiek op de hoogte te brengen van de handels - of industriële activiteit die er plaatsvindt, het beroep dat er wordt uitgeoefend en, in algemene zin, de verrichtingen die er gebeuren.
- 2° Reclamedraagstel : elk draagstel dat niet beantwoordt aan de definitie van het uithangbord en opgericht is om er reclame op aan te brengen, hetzij een opschrift, een vorm of een beeltenis bestemd om het publiek te informeren of om de aandacht van het publiek te trekken.
- 3° Lichtreclame : iedere inrichting waarvan de reclamemelding bestaat uit oplichtende elementen.
- 4° Verlichte reclame : inrichting waarvan de reclamemelding een verlichting ontvangt die zij niet zelf uitstraalt.
- 5° Stadsmeubilair : vaste uitrusting geplaatst op de openbare weg en waarvan de hoofdfunctie een dienstverlening voor de bevolking is.
- 6° Niet-commerciële aanplakking : aanbrengen van affiches voor niet-commerciële doeleinden op de daartoe bestemde aanplakborden.
- 7° Werf : plaats waar zonder onderbreking van meer dan 3 maand onafgebroken aanleg-, bouw-, slopings- of renovatiewerken aan de gang zijn en waar de daarvoor vereiste materialen, werktuigen en machines staan opgesteld, evenals het terrein waarop een gebouw staat, erkend als beschadigd.
- 8° Werfafsluiting : de afsluiting die de werf omringt.
- 9° Omheining : afsluiting van een braakliggend terrein, van een bouwgrond, van een onbewoonbaar verklaard gebouw en uitgevoerd in lichte materialen.
- 10° Gevel : vertikaal gedeelte van een gebouw waarin openingen voorkomen, behalve puntgevels.
- 11° Puntgevel : de zijmuur van een gebouw of een constructie, tot aan het dak of het terras dat dienst doet als dak, zonder uitsprongen, kroonlijsten, dakoversteken, dekstenen of met niet meer dan twee openingen (deuren, zolder- of andere vensters), met een totale oppervlakte van meer dan drie vierkante meter.
- 12° Voorlopige puntgevel : puntgevel palende aan een bouwgrond.
- 13° Lijn der hanebalken : fictieve lijn vertrekkend van de dakgoot van de voorgevel naar deze van de achtergevel van een gebouw.
- 14° Braakliggend terrein : onbewerkte grond zonder bebouwing of inrichting.
- 15° Paneel ter promotie van vastgoed : paneel dat een pand beschrijft dat moet gebouwd worden of in aanbouw is, dit mag bestaan uit een tekening van het afgewerkt gebouw, het aantal verdiepingen en de bestemming van de verschillende niveaus, de naam en het adres van de promotor.
- 16° Werfpaneel : algemeen paneel aangebracht op een gebouw dat in aanbouw is of gerenoveerd wordt - dat informatie verschaft inzake :
  - de bouwheer
  - de architect
  - het geheel van aannemers of onderaannemers die betrokken zijn bij de constructie.
- 17° Vastgoedpaneel : inrichting van tijdelijke aard met het doel verkoop op verhuring van het vastgoed, waarop het is aangebracht aan te kondigen.
- 18° Spandoek : strook in soepel materiaal, die reclame bevat bij wijze van opschrift of tekening, geplaatst op of gespannen boven de openbare weg.

- 19° Schraag : inrichting die een reclamebericht bevat dat kleiner is dan 1m<sup>2</sup> en waarvan de ingenomen oppervlakte niet meer dan 0,60 m bedraagt. De oppervlakte ingenomen door de reclame mag verdubbeld worden indien de schraag twee vlakken omvat, eventueel in piek opgesteld. De opschriften of tekeningen die op de schraag voorkomen mogen uitsluitend betrekking hebben op de plaatselijke handel. Deze mag enkel geplaatst worden op de openbare weg gedurende de openingsuren, en daar slechts blijven staan gedurende de uren, waarop de activiteit uitgeoefend wordt.
- 20° Publiciteitsstand : iedere tijdelijke inrichting, bestemd om een reclamemotief te dragen op de openbare weg, op een plaats aangeduid door de Stad, zonder ankering in de grond.
- 21° Kunstwerk : iedere constructie noodzakelijk voor de aanleg van een verbindingsweg (brug, viadukt, steunmuur)...

### Artikel 3.

Het grondgebied van de gemeente wordt in drie zones ingedeeld, respectievelijk geheten Zone Nul, Zone A en Zone B.

- 1° De Zone Nul bevat de verkeersaders en plaatsen waarvan de beperkende lijst hieronder wordt vermeld. Alle reclame-inrichtingen geregeld door de onderhavige richtlijnen, zijn op deze plaatsen verboden :
- Ilot Sacré ("Vrije Gemeente"), begrensd in het Noorden door de Schildknaapstraat en de Arenberg, in het Westen door de Kleerkopersstraat, de Taborastraat en de Zuidstraat, in het Zuiden door de Lombardstraat, het St-Jansplein en de St-Jansstraat, in het Oosten door het Albertinaplein en de Keizerinlaan;
  - het geheel begrensd door de Koningsstraat, het Congresplein, het Parlement en de neutrale zone, zoals bepaald wordt in de wet van 2 maart 1954, het Park van Brussel, de Baron Hortasquare, het Paleizenplein, het Koningsplein, de Regentschapstraat, de Grote Zavel, de Kleine Zavel, het Poelaertplein;
  - de monumenten, ensembles en landschappen geklasseerd bij toepassing van de wet van 4 maart 1993 met betrekking tot het behoud van het onroerend erfgoed.
  - de Wolstraat en de Lievevroubroersstraat.
  - de vierhoek begrensd door de Lombardstraat, de Stoofstraat, de Eikstraat en het Oud Korenhuis.
  - de straten van de Bijstandswijk begrensd door het Fontainasplein, de Anspachlaan, het Plattestein, de Lollepotstraat en de Kolenmarkt.
  - het Vrijheidsplein;
  - het Barrikadenplein;
  - het Martelaarsplein;
  - het Muntplein;
  - de Sint-Michielskathedraal en het voorplein tot aan de uiterste grenzen van de omliggende straten;
  - de Kunstberg;
  - de Ravetsteinsquare;
  - het Kapellenplein;
  - het Begijnhof en de GrootGodshuisstraat;
  - het Vossenplein;
  - het Sint-Katelijneplein
  - het pleintje voor de ingang van het Heizelstadion;
  - de groene ruimten omschreven in het gewestplan tot aan de uiterste grenzen en de omliggende straten en pleinen;
  - het Maximiliaanpark begrepen tussen de Willebroekkaai, Redersplein, Groendreef, Helihavetlaan, Antwerpsesteenweg, Simon Bolivarlaan, Boudewijnlaan;
  - de begraafplaatsen en hun omliggende straten en pleinen;
  - de kunstwerken in de omgeving van de spoorwegen en het kanaal.
- 2° De Zone A bevat de volgende plaatsen, wanneer zij niet omschreven werden als Zone Nul :
- de Vijfhoek begrensd door de buitenomtrek van de Halse Poort, de Waterloolaan, de Gulden Vlieslaan, de Kunstlaan, de Regentlaan, de Bischoffsheimlaan, de Kruidtuinlaan, de Antwerpselaan, de 9de Linielaan, de Nieuwpoortlaan, de Barthélémylaan, de Slachthuislaan, Poincarélaan en de Zuidlaan;

- b) de monumenten, ensembles en landschappen vermeld op de beschermingslijst bij toepassing van de verordening van 4 maart 1993 met betrekking tot het behoud van het onroerend erfgoed.
- c) de cultureel, historisch en/of esthetisch waardevolle zones die in het gewestplan van de Brusselse Agglomeratie staan vermeld;
- d) de uitsprongen van gebouwen waar Erediensten gehouden worden en hun omliggende straten en pleinen;
- e) de uiteinden en assen van met bomen en graszoden beplante middenbermen;
- f) het Bockstaelplein;
- g) Sint Elisabethkerk en het voorplein tot aan de uiterste grenzen van de omliggende straten;
- h) het Peter Benoitplein
- i) de Gutenbergsquare
- j) Kraatveldstraat;
- k) het Rondpunt Bockstael/Demeer
- l) het Rondpunt Pagoden/Araucaria
- m) het Rondpunt Pagoden/Bologna;
- n) het Rondpunt Araucaria/Wannekouter;
- o) Mariëndal (N-O-H);
- p) de Modelwijk

3° Bevinden zich in zone B :

De rest van het gemeentelijk grondgebied.

## HOOFDSTUK II. VOORWAARDEN VOOR DE PLAATSIING VAN RECLAMEDRAAGSTELLEN

Artikel 4. - Algemene Voorwaarden toepasselijk op de onderstellen waarop affiches aangeplakt worden en op de reclameberichten.

Behoudens de in deze afdeling bepaalde afwijking, moet de plaatsing van aanplakborden aan de volgende voorwaarden beantwoorden :

- 1° de affiches moeten aangebracht worden op borden of panelen voorzien van een omlijsting;
- 2° de panelen en borden moeten zich op een minimumafstand van 0,50 m van elkaar en van de aanpalende constructies bevinden.
- 3° De vrijgelaten gedeeltes tussen de muren en de afsluitemuren en de inrichtingen bedoeld in art. 5, 3° en 12, 2° moeten op een esthetisch verantwoorde manier worden afgeschermd.

### Artikel 5. - De Werfafsluitingen

De plaatsing en het behoud van reclamedraagstellen op werfafsluitingen moeten aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° de plaatsrichting van de afsluiting moet gerespecteerd worden;
- 2° de onderste boord der panelen en platen die als onderstel dienen moet zich in de middellijn op maximum 1,5 m boven de grond bevinden; en de uiterste boord op een maximale hoogte van 5,5 m, met uitzondering van panelen die de ballast van kranen bedekken.
- 3° er moet een ruimte worden voorzien voor niet-commerciële aanplakking, equivalent met de lengte van het toegelaten onderstel omgezet in m<sup>2</sup>.

### Artikel 6. - Omheiningen en afsluitingsmuren.

- 1° In Zone A kan de plaatsing en het behoud van inrichtingen toegelaten worden onder de voorwaarden van art. 5, indien:
  - de panelen of inrichtingen die als onderstel dienen, niet meer dan 80 % van de omheining of van de afsluitingsmuur in beslag nemen wanneer deze een lengte heeft van 0 tot 10 m, van 70 % van 0 tot 20 m, van 60 % van 0 tot 30 m, van 50 % voor meer dan 30 m met een absoluut maximum van 30 lopende m publiciteitsonderstel. De gunstigste beschikkingen van de marges mogen toegepast worden. Geen enkel alleenstaand paneel mag een oppervlakte hebben van meer dan 10 m<sup>2</sup>;

2. In Zone B kan de plaatsing of het behoud van inrichtingen toegelaten worden onder de voorwaarden van artikel 5. 1 tot 3. Geen enkel alleenstaand paneel mag een oppervlakte hebben van meer dan 40 m<sup>2</sup>.

#### Artikel 7. - Gevels van gebouwen.

De plaatsing en het behoud van inrichtingen zijn verboden op de gevel van gebouwen, behalve diegene die bestemd zijn om de verkoop of de verhuring van een gebouw aan te kondigen, binnen de voorwaarden vermeld in artikels 1 en 2 b, en deze betreffende kulturele, sportieve of humanitaire manifestaties die zich in het gebouw zelf afspelen, één maand voor en tijdens de manifestatie.

#### Artikel 8 - Puntgevels.

1. In Zone A kan de plaatsing en het behoud van inrichtingen toegelaten worden op voorlopige puntgevels, evenals op de muren in het verlengde ervan, onder voorwaarde dat :
- deze niet meer dan 60 % van de oppervlakte van de puntgevel onder de nok omvatten, noch meer dan 20 m<sup>2</sup>; geen enkel paneel mag afzonderlijk beschouwd 10m<sup>2</sup> overschrijden;
  - zij op minimum 0,50 m afstand van de boord van de puntgevel blijven en van de openingen van deze;
  - ze zich parallel met de puntgevel bevinden
2. In Zone B kan de plaatsing en het behoud van inrichtingen toegelaten worden op alle puntgevels op voorwaarden b) en c) van de Zone A. Hun oppervlakte mag de 80 m<sup>2</sup> per puntgevel niet overschrijden, noch 60 % van deze, beschouwd van onder de noklijn.

#### Artikel 9 - Daken van de gebouwen.

Alle reclame op de daken van de gebouwen of de terrassen die er voor doorgaan is verboden. De afwijkingen bedoeld in artikel 13 zijn enkel van tel voor de plaatsing van lichtreclames of verlichte reclames.

#### Artikel 10 - Vaste installaties op de openbare weg.

De inrichtingen op de openbare weg mogen toegelaten worden, indien :

- hun oppervlakte niet groter is dan 2m<sup>2</sup>;
- het bevestigingssysteem en de plaats van opstelling goedgekeurd werden door het College, overeenkomstig artikel 1.1
- hun aanwezigheid op de openbare weg, per plaats van opstelling, niet langer duurt dan 150 dagen per jaar, noch 15 opeenvolgende dagen, met uitzondering van campagnes van algemeen belang.

#### Artikel 11. Het Stadsmeubilair.

De plaatsing en het behoud van het stadsmeubilair maken het voorwerp uit van een kontrakt dat met name de functie van dienstverlening aan de bevolking omschrijft.

#### Artikel 12 - Vaste of mobiele installatie op privé-gronden.

- In Zone A : verboden, behalve diegene bestemd om de verkoop of de verhuring van een gebouw aan te kondigen binnen de grenzen voorzien in artikels 1 en 2 b.
- In Zone B kunnen ze toegelaten worden indien de maximale hoogten van de onderste rand van de borden en panelen in hun middellijn zijn vastgesteld op 3 m.

Artikel 13.

De voorschriften van de art. 5, 6, 8, 9, 10 en 12 kunnen het voorwerp uitmaken van aanvragen tot goed gemotiveerde afwijkingen, voor zover zij gaan over inplantingen die buiten de zone Nul liggen. Deze aanvragen zijn onderworpen aan de bijzondere voorwaarden inzake de reclame.

HOOFDSTUK III. ONDERHOUD EN VEILIGHEID.Artikel 14.

De reclameinrichtingen moeten zorgvuldig onderhouden worden om ze veilig en schoon te houden en ten einde de omgeving te beschermen. De omgeving moet eveneens in een perfecte staat van reinheid gehouden worden.

De gedeeltes van muren of puntgevels die niet bedekt zijn met reclame moeten eveneens goed onderhouden worden.

De omheiningen, de inrichtingen en de stutten moeten zodanig gemaakt zijn dat zij voldoen aan de regels van het Belgisch Normaliseringsinstituut betreffende constructies onderhevig aan de wind.

Artikel 15.

De reclameverlichting moet beantwoorden aan de voorwaarden van de reglementering op de elektriciteitsdistributie, zowel wat betreft de wijze van bevoorrading als inzake de uitvoering van de elektrische installaties. Geen enkel fosforescerend of ander procédé of produkt mag aangewend worden om (door weerkaatsing van het licht) de intensiteit van de gebruikte kleuren te versterken.

Artikel 16.

Op de inrichting moet de naam van het reclamebedrijf en het nummer van de toelating toegekend op de vervaldag van deze, vermeld staan.

HOOFDSTUK IV. GELDIGHEIDSDUUR VAN DE TOELATINGArtikel 17.

De toelating betreffende de publiciteitsinrichtingen geplaatst op afsluitingen rond een door de Brandweer erkend getroffen gebouw en op de omheiningen rond een onbewoonbaar verklaard gebouw is beperkt tot één jaar in Zone A en B, onverminderd de voorwaarden van artikel 88 van de organieke verordening betreffende planning en stedenbouw.

HOOFDSTUK V. OVERGANGSBEPALINGENArtikel 18.

De reclame-inrichtingen, bestaande op de dag dat huidig reglement in werking treedt, en die niet conform zijn aan de bepalingen ervan, mogen behouden blijven tot 31 december 1994.

Aldus beslist in zitting van 4 juli 1994  
Ainsi délibéré en séance du 4 juillet 1994

De Stadssecretaris,  
Le Secrétaire de la Ville,  
(s) Paul MAES.

De Burgemeester-Voorzitter  
Le Bourgmestre-Président,  
(s) Freddy THIELEMANS

Pour extrait conforme :

Bruxelles, le 5 juillet 1994.

Voor eensluidend uittreksel :

Brussel, 5 juli 1994

Vanwege het College :

Par le Collège :

De Adjunkt-Secretaris,  
Le Secrétaire Adjoint,

MINUTE

Het College,  
Le Collège,